

NECROLOGIE

Mgr de Souza ou le pacificateur des assises

Share

Tweet

Share

Print

Publié le mercredi 19 février 2020 | **Le Matinal**

Trente ans déjà que le Bénin a amorcé l'ère du renouveau démocratique grâce à la Conférence des forces vives de la Nation de février 1990. Au nombre des acteurs de ces inédites assises de 10 jours, on note la présence des religieux, notamment Monseigneur Isidore de Souza qui a joué un grand rôle.

La Conférence des forces vives de la Nation n'a pas été qu'une affaire des hommes politiques. Les religieux ont aussi pris une part active dans la réussite de cet événement historique en Afrique. Les confessions religieuses, représentées au haut niveau par Monseigneur Isidore de Souza, ont joué un grand rôle de facilitateur. L'histoire retient aujourd'hui que si ce grand homme de l'Eglise catholique n'avait pas présidé ces assises, peut-être que cette belle initiative, qui devait déboucher sur des résolutions concrètes pour la relance d'un pays déchiré par 18 ans de marxisme-léninisme, aurait connu du bide. Pourtant, c'est par le hasard de l'existence que cet homme de Dieu a remplacé au pied levé Mgr Robert Sastre, qui ne pouvait y assister. Isidore de Souza, archevêque coadjuteur de Ouidah, déclara, lorsqu'il accepta de présider ces assises : « Je suis votre homme si vous le voulez ». De main de maître, il a conduit les débats. Malgré les pressions des hommes politiques, il a tenu bon. « D'abord, je ne fais partie d'aucune tendance politique. Ensuite, ils cherchaient quelqu'un qui puisse faire l'unité de cette diversité de tendances et de couches sociales. C'est vrai que je ne connaissais rien à la politique, mais, si c'était pour me manipuler, ils s'étaient trompés sur la personne », a-t-il confié. Ce pragmatisme de l'homme de Dieu, qui n'a cédé à aucun chantage, son indépendance vis-à-vis des différents groupes de pression ont sauvé le processus démocratique. En effet, à un moment donné où les débats ont pris une trajectoire qui n'arrangeait pas le pouvoir en place, il fut convoqué par le Chef de l'Etat dans la nuit du 24 février 1990. Mathieu Kérékou lui confia ses intentions de suspendre la Conférence. Voyant que c'est l'espoir de tout un peuple qui allait s'estomper par cet acte, le Prélat eut les mots justes pour dissuader le Général Mathieu Kérékou. Mieux, lors des assises, quand des

voix, et pas des moindres, celles des anciens présidents Justin Ahomadégbé et Maurice Kouandété se sont élevées pour annoncer des velléités de coup d'Etat, il a aussi eu des mots doux pour baisser la tension. Comme si c'était hier, on entend encore ses propos les plus remarquables de la Conférence nationale : « Nous sommes responsables de ce qui se passera demain. Plaise le ciel qu'aucun bain de sang ne nous éclabousse et ne nous emporte dans ses flots ». La suite, on la connaît. Le projet de déclaration de souveraineté qui divisait est repris et amendé. Mais, dans le fond, Monseigneur de Souza était formel : la seule autorité légitime du Bénin au 24 février 1990, c'est le peuple représenté à la Conférence.

Joël Samson Bossou

Commentaires

0 commentaires

Trier par **Les plus récents**



Ajouter un commentaire...

[plugin Commentaires Facebook](#)

Copyright © 2021 Weblogy Group Ltd. Tous droits réservés | [Infos acotonou.com](#). [Commentaires](#) . [Conditions d'utilisation](#) .
[Annoncer sur acotonou.com](#)